

La charia, « business du désert »

Comprendre les liens entre les réseaux criminels et le djihadisme dans le nord du Mali

RIKKE HAUGEGAARD*

Malgré les efforts déployés par la mission de maintien de la paix des Nations Unies, par la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), par les forces françaises et par les états voisins, la situation sécuritaire au Mali demeure fragile. En 2015 et en 2016, les djihadistes ont multiplié les attaques contre les forces gouvernementales et humanitaires et contre les Casques bleus des Nations Unies¹. Au 31 mars 2017, la mission MINUSMA déplorait ainsi 116 victimes. La majorité des victimes sont originaires du Tchad, du Burkina Faso, du Niger, du Togo et de la Guinée². Les djihadistes, souvent qualifiés de « terroristes » par la communauté internationale et le personnel de la MINUSMA, sont à l'origine de nombre de ces attaques.

L'étiquette « terroriste » recouvre l'ensemble des groupes militants ayant recours à des méthodes terroristes. Si tous sont des défenseurs de la charia et d'un régime islamique strict, leurs motivations ne sont pas toujours liées à une forme de fanatisme religieux. Les actions des groupes djihadistes sont ainsi guidées par une combinaison de facteurs, allant des luttes de pouvoir au niveau local aux conflits claniques internes, en passant par la poursuite d'intérêts économiques associés au commerce de contrebande³. Lors de mes visites de terrain, j'ai pu constater à quel point le personnel de la MINUSMA peinait à comprendre la dynamique interne des groupes djihadistes et leur fragmentation constante⁴. Le présent article s'inscrit dans le courant actuel visant à mieux cerner la dynamique complexe qui sous-tend les groupes djihadistes, les actes de criminalité et la politique dans les régions de Gao et de Kidal⁵.

L'étude de terrain avec la MINUSMA m'a conduit à la question de recherche suivante : comment comprendre les dynamiques sociales et économiques qui régissent l'espace opérationnel des réseaux militants dans le nord du Mali ? Le postulat proposé ici est de s'éloigner de l'analyse des groupes djihadistes en tant qu'organisations et entités « fer-

*Professeure et analyste au Royal Danish Defence College, Danemark. Mme Haugegaard est membre de la Section *Military Operational Culture* du *Danish Defence Language Institute*, où elle coordonne et développe les programmes d'enseignement et de formation à la culture. Ces formations s'adressent à un large éventail de clients internes de la Défense danoise, ainsi qu'à un grand nombre de partenaires internationaux.

HAUGEGAARD, Rikke, « Sharia as 'Desert Business': Understanding the Links between Criminal Networks and Jihadism in Northern Mali », *Stability: International Journal of Security and Development* 6, no 1 (2017), 4. DOI : <http://doi.org/10.5334/sta.494>.

mées », mais de les considérer en tant que réseaux libres de sympathisants mobilisés pour des attaques violentes ponctuelles. Il s'agit ici d'enquêter sur les groupes djihadistes en tant que produits des luttes de pouvoir, du commerce et de la criminalité au niveau local et non comme des combattants aux motivations idéologiques et religieuses. La compréhension de ces dynamiques permettra d'élargir le contexte et de mieux comprendre la nature des groupes militants au Mali, mais aussi en dehors du pays.

Les distinctions marquées que font le gouvernement malien et la communauté internationale entre les groupes qui se conforment et ceux qui ne se conforment pas à l'accord de paix posent d'emblée problème. Cette approche laisse en effet de côté certains groupes et empêche de trouver une solution à des situations conflictuelles qui perdurent depuis des décennies. Catégoriser les acteurs de la sorte (conformes vs. non conformes) entrave les efforts de stabilisation à long terme de la MINUSMA dans la mesure où la réalité sur le terrain est beaucoup plus volatile, subtile et complexe. La complexité des mécanismes du réseau et le glissement pragmatique des alliances posent de grandes difficultés à la MINUSMA. Les planificateurs et analystes militaires ont tendance à se concentrer sur des informations détaillées sur l'« ennemi », au détriment de la compréhension de l'environnement politique, économique et culturel⁶.

La discussion du présent article se développe autour d'une perspective culturelle nuancée englobant la fluidité des réseaux sociaux. Il est urgent de se détourner de cette approche « axée sur l'ennemi⁷ ». Les concepts « grand(s) homme(s)⁸ » [*big man* ou *bigmanity* dans la version originale] et de « réseaux de l'ombre⁹ » seront utilisés pour discuter de la fragmentation des groupes armés et du chevauchement des réseaux criminels et politiques au Mali. Les données de terrain de l'auteur ont mis en évidence une difficulté importante et constante du personnel de la MINUSMA : comment comprendre la dynamique des groupes djihadistes au Mali. Dans l'étude de terrain (voir notre section suivante sur la méthodologie), notre attention s'est portée sur la révision des pratiques analytiques de la MINUSMA afin d'en détecter les failles et les difficultés. Le présent article forme ensuite un document de travail qui remet en question certaines des hypothèses de base sur lesquelles reposent les travaux du personnel de la MINUSMA et de la communauté internationale des consultants, conseillers, militaires et analystes qui œuvrent au processus de paix au Mali.

Nous commencerons par une série de réflexions méthodologiques, suivies d'une introduction à certaines des difficultés inhérentes au processus de paix en cours. Après une discussion du qualificatif « groupe terroriste armé », l'article abordera le concept de « grands hommes¹⁰ », qui peut s'avérer utile à l'analyse des dynamiques sociales complexes dans le nord du Mali. Plus loin, nous discuterons du rôle de l'AQMI (Al-Qaida dans le Maghreb islamique). L'article traitera, dans les sections qui suivent, des intérêts économiques et de la charia comme « business du désert ». Nous examinerons dans ce cadre la relation entre les structures de réseau formelles et informelles. Après une brève discussion sur les conflits locaux dans le nord du Mali, notre article s'achèvera par une conclusion argumentée sur les implications sur le processus de paix au Mali.

Réflexions méthodologiques

Le présent article repose sur une expérience personnelle sur le terrain. Cette étude impliquait les caractéristiques suivantes :

- Coordination d'une mission de terrain au sein de la MINUSMA en novembre 2014 et octobre 2015. Au total, 23 jours passés au sein de la MINUSMA à travailler avec des officiers militaires, des analystes et des conseillers civils ;
- Participation aux briefings, réunions et patrouilles ;
- Réalisation de 34 entretiens. Les critères de sélection étaient la nationalité, l'âge, le sexe, le sujet de recherche et l'expérience en mission ;
- Accès à la MINUSMA par l'intermédiaire de la Défense danoise et des commandants respectifs de l'Unité ASIFU (unité de renseignement de la Minusma)¹¹ ;
- Activité de chercheuse invitée au sein de la MINUSMA, axée sur le suivi rapproché des procédures de travail du personnel au quotidien ;
- Port d'un uniforme militaire à des fins d'immersion et de discrétion ;
- Nuits en tentes et en conteneurs dans les camps de la MINUSMA à Bamako et à Gao ;
- Participation à des réunions d'information, lecture de rapports, visite du quartier général de la MINUSMA et patrouilles avec le personnel militaire à Bamako et Gao ;
- Participation en tant que chercheuse et conférencière pour le compte de la Défense danoise pendant plus de cinq ans avant cette étude sur le terrain.

Le processus d'immersion dans la pensée militaire peut conduire à des biais, où les procédures de routine et certains modèles analytiques sont considérés comme allant de soi. En tant qu'anthropologue culturelle, mener une réflexion critique sur les institutions étatiques et les relations de pouvoir était toutefois primordial. L'article remet en question les hypothèses de base propres au personnel de la MINUSMA, à savoir que certains groupes militants peuvent être qualifiés de « terroristes » et qu'ils ne se conforment donc pas à l'accord de paix. Pouvons-nous en outre considérer ces entités comme des « groupes » composés de membres bien définis et présentant la structure d'une organisation ?

Les défis du processus de paix

La mise en œuvre se révélera difficile dans un pays où les accords ne sont historiquement pas mis en œuvre.

—Arthur Boutellis¹²

La mise en œuvre de l'accord de paix au Mali se heurte à trois principaux obstacles : le manque de perspectives d'emploi, la présence de groupes armés et l'exclusion de l'accord de paix des groupes armés qualifiés de terroristes. La fragilité de la situation sécuritaire est l'un des nombreux défis de l'ONU. Le Mali est classé parmi les dix pays les plus pauvres du monde, selon l'indice de développement humain du PNUD¹³. Les prix des denrées alimentaires de base sont plus élevés à Gao, Tombouctou et Kidal que dans le reste du pays¹⁴. L'ONU a franchi une étape importante dans ses efforts de stabilité lors de l'adoption, le 20 juin 2015, de « l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali¹⁵ ». Avec l'appui d'une équipe de médiation internationale, les deux grandes organisations faitières, « Plateforme » et « Coordination », ont accepté de participer à un processus de désarmement et de démobilisation. « Plateforme » est une coalition de milices pro-gouvernementales, soutenant un Mali unifié. « Coordination » est une alliance de plusieurs groupes militants luttant pour l'autonomie gouvernementale de la région d'Azawad dans le nord du Mali et les pays voisins. Les deux alliances se sont en outre mises d'accord sur la libération des prisonniers et sur la réouverture des écoles. « Plateforme » et « Coordination » sont considérées comme des partis se conformant au processus d'accord de paix, tandis que l'ONU et le gouvernement malien perçoivent les groupes militants comme des organisations terroristes qui ne s'y conforment pas.

Le manque de perspectives d'emploi pour les combattants dans le nord complique l'effort de démobilisation. L'industrie du tourisme au Mali était florissante, employant les Touaregs comme voyagistes, comme guides et comme chauffeurs¹⁶. Au Mali comme au Niger, le secteur touristique est contrôlé par les Touaregs¹⁷. L'industrie du tourisme s'est effondrée en raison de la menace d'enlèvement de touristes occidentaux¹⁸, ce qui a conduit à une fragilisation de l'emploi et de la sécurité alimentaire des Touaregs. Ajoutons encore la crise alimentaire qui ravage les régions du nord et de l'est : quelque 294 000 personnes au Mali auraient eu besoin d'une aide alimentaire d'urgence en 2016, dont plus de 50 pour cent vivent dans les régions du nord et de l'est de Mopti, Tombouctou, Gao et Kidal¹⁹. Les perspectives d'emploi comme enseignant sont également limitées en raison du manque d'écoles ouvertes. Dans de nombreuses petites villes du nord, les écoles ont été fermées en raison de violents affrontements entre les coalitions « Coordination », « Plateforme » et d'autres groupes militants qui ont pris le contrôle des écoles. Les Nations Unies ont fait état de 20 cas d'utilisation militaire d'établissements scolaires, y compris d'écoles occupées par des groupes participant au processus de paix²⁰. La mobilité des groupes armés constitue un deuxième défi important pour la mise en œuvre de l'accord de paix. Les groupes armés se battent pour le contrôle des routes de contrebande. Ils bloquent les routes et s'assurent que la drogue, les armes et d'autres marchandises peuvent être acheminées à travers les zones désertiques. Certains membres de l'état-major de la MINUSMA quali-

fient cette situation de « guerre navale dans le désert ». Les groupes armés se disputent des nœuds et des « ports » stratégiques, où les marchandises de contrebande sont chargées et préparées avant d'être acheminées à travers le Sahel. Les groupes armés sont très mobiles et se déplacent librement dans les zones désertiques ouvertes. Il leur arrive de coopérer lors d'attaques et de s'apporter une entraide logistique. Ils traversent les frontières des pays voisins sans contrôle et disposent de réseaux et de contacts dans la grande région sahélienne. L'AQMI et les groupes affiliés profitent de l'incapacité des états sahéliens à contrôler les frontières et leurs territoires périphériques²¹.

Le troisième défi important est celui des « groupes armés terroristes » exclus de l'accord. Le Mali accueille à la fois des groupes régionaux affiliés à Al-Qaïda, qui recrutent leurs membres par-delà les frontières dans l'ensemble de la région du Sahel (nord du Mali, Mauritanie, Niger, Burkina Faso et Algérie), et un groupe local, Ansar Dine, dirigé par des Touaregs du nord du Mali²². Le groupe le plus important, l'AQMI, s'efforce de devenir une fédération de groupes terroristes dans la région, mais son leadership se compose principalement de membres algériens²³. En 2012, lorsque les groupes djihadistes contrôlèrent les trois villes septentrionales de Tombouctou, Gao et Kidal, ils essayèrent d'établir des « émirats » basés sur la charia. Les lois contre la musique, le cinéma, le tabac et l'alcool ont été appliquées au moyen de châtiments approuvés par le Coran, tels que l'amputation, la flagellation ou la lapidation²⁴.

Les groupes armés terroristes, un terme à problème

Avec plus de 13 000 soldats, policiers et civils déployés au Mali, la présence de l'ONU sur le terrain peut sembler à première vue assez importante. Mais un examen minutieux révèle que les zones désertiques du nord manquent de soldats et de policiers, car de nombreux pays contribuant à la MINUSMA sont réticents à déployer leur personnel dans les zones où des groupes armés militants sont présents. En octobre 2014, le commandant en chef de la MINUSMA de l'époque, le général Kazura, a informé le Conseil de sécurité des Nations Unies des défis auxquels la MINUSMA était confrontée. Il avait déclaré que « la MINUSMA se trouvait en situation de lutte contre le terrorisme sans mandat antiterroriste ni formation, équipement, logistique ou renseignement adéquats lui permettant de faire face à une telle situation²⁵ ». Il se trouve cependant que la MINUSMA n'est pas explicitement mandatée pour s'engager dans des missions antiterroristes²⁶ ; ces missions étant confiées au gouvernement malien et aux forces françaises présentes dans le Sahel. Malgré la présence des forces françaises et maliennes dans le nord, les djihadistes peuvent facilement se cacher dans les zones désertiques ouvertes des régions septentrionales. Menant de longue date une stratégie d'immersion dans les communautés locales et l'économie régionale, l'AQMI se montre résiliente aux efforts de lutte contre le terrorisme²⁷. Modibo Goïta nous explique que l'un des problèmes majeurs est que les gouvernements du Mali et de la Mauritanie s'appuient sur des moyens militaires conventionnels face aux petites unités très mobiles des djihadistes²⁸. De plus, l'AQMI « utilise tactiquement le désert comme base de repli²⁹ ». Olivier Guitta mentionne trois

raisons majeures expliquant pourquoi l'AQMI a choisi de construire une base dans le nord du Mali : 1) le caractère très inhospitalier de la zone, qui complique grandement les opérations de surveillance, même pour les satellites américains ; 2) la localisation sur place de tribus arabes ; et 3) la faiblesse du régime malien³⁰.

Les tribus arabes, principalement les Peuls, contrôlent de nombreux réseaux économiques dans le nord du Mali et sont bien connectées avec les pays voisins grâce à leurs réseaux familiaux³¹. Il est important pour les djihadistes que l'infrastructure locale soit adaptée à leurs projets d'attaques et de contrebande. Malgré les signes évidents d'une présence djihadiste dans le nord du Mali, il convient de rester prudent lors de la catégorisation des conflits de la région. Selon Morten Bøås, qualifier l'ensemble des conflits de la région de « guerre contre le terrorisme³² » pose problème. Ainsi, il est donc dangereux de qualifier de « guerre contre le terrorisme » ce qui est essentiellement un conflit local à Kidal et dans le nord du Mali, dans la mesure où l'accusation de lien avec Al-Qaïda risque de se muer en prophétie auto-réalisatrice, les insurrections locales n'ayant pas d'autres alliés vers qui se tourner. Cette approche est d'autant plus dangereuse que des liens existent déjà sur le terrain économique, mais qu'il n'existe jusqu'à présent aucun lien idéologique ferme ou généralisé. Bøås met ainsi en garde contre l'isolement des groupes armés liés à Al-Qaïda. Les populations du nord du Mali sont bien connectées par leurs activités quotidiennes, le trafic de contrebande et le commerce. Les données de terrain d'une étude menée par Peter Tinti montrent des résultats similaires sur les relations de travail entre trafiquants et militants, « qui étaient d'abord des narcotrafiquants avant d'être des idéologues, si tant est qu'ils ne l'aient jamais été³³. »

La population malienne regroupe des personnes qui se positionnent en réseaux et opèrent à travers une palette d'alliances possibles. Les groupes terroristes djihadistes sont très pragmatiques et sensibles au contexte culturel local³⁴. Le pragmatisme des réseaux djihadistes est par ailleurs substantiel. Gao nous en fournit un exemple en 2012 en rappelant la manifestation des habitants contre l'interdiction de la télévision, des jeux vidéo et du football. Les djihadistes ont alors changé de cap et levé l'interdiction. Ils ont même commencé à acheter des téléviseurs pour plusieurs organisations de jeunes³⁵. La façon pragmatique dont la population opère et se positionne en fonction des possibilités de financement souligne une dynamique complexe entre le djihad et les négociations de paix. Pour cette raison, il est logique de s'interroger sur la distinction à faire entre les acteurs « conformes » et « non conformes » au processus de paix au Mali. La fragmentation des groupes armés et la « fluidité » des membres franchissant régulièrement la ligne de démarcation entre les groupes dits « conformes » et « non conformes » requiert une approche différente.

Comme l'a fait remarquer un officier de la MINUSMA, « tout le monde connaît tout le monde au Mali. Les gens sont bien connectés³⁶ ». Les membres de la population sont en effet reliés les uns aux autres par des réseaux larges et volatiles et sont ainsi facilement mobilisables à différentes fins, comme pour des activités criminelles et politiques au niveau local. Une étude des liens entre islamistes et rebelles au Mali³⁷ révèle que des réseaux terroristes efficaces doivent éviter d'être décentralisés dans un trop grand nombre

de cellules³⁸. Au Mali, il est possible d'entrer en contact avec des réseaux composés à la fois d'islamistes et de rebelles (groupes non conformes et conformes, note de l'auteur) par relativement peu d'intermédiaires³⁹. Cet élément nous indique que les groupes non conformes et conformes peuvent travailler main dans la main dans la pratique, mais que certains groupes (Ansar Dine, AQMI et Al Murabitoun) sont exclus des négociations sur le processus de paix. Une question connexe se rapporte à la teneur du qualificatif « jihadiste militant ». Comme l'expliquait un membre du personnel du MINUSMA, « il est difficile de savoir si nous devrions les appeler 'combattants' ou 'militants'. Ce que l'on voit dans le nord du Mali se rapporte plutôt à des 'partisans actifs' ou à des 'réservistes'⁴⁰ ». Le contexte de la situation, de même que les réseaux, a une grande influence lorsqu'il s'agit de savoir si un leader militant est capable de mobiliser la population au combat. Cette citation a été une grande inspiration pour la rédaction du présent article. Pourquoi la majorité du personnel de la MINUSMA continue-t-elle de qualifier les différents acteurs militants d'organisations ou de groupes bien établis (comme je l'ai constaté dans différents briefings et documents lors de l'étude de terrain de 2014 et 2015) ? Savoir si le succès des militants djihadistes peut s'expliquer par leur capacité à activer, par l'entremise d'individus clés, un réseau volatile de sympathisants constitue une question d'un grand intérêt.

Acquérir influence et loyauté à Kidal Les grands hommes et leurs adeptes

« Kidal est un endroit très spécial. Une ville de guerriers où les gens se battent pour leur identité. C'est la ville où la culture touareg rencontre la culture arabe⁴¹ », avait répondu un jour un linguiste militaire danois lorsqu'on lui a demandé de décrire cette ville du nord-est du Mali. Bøås explique que les rébellions touareg sont liées à la politique clanique menée à Kidal et aux conflits sur les routes de contrebande. Il suggère qu'à Kidal, « c'est la capacité même de combiner la politique et la criminalité, le légal et l'illicite, le formel et l'informel, qui caractérise un grand homme dans ce domaine⁴² ». Dans l'introduction de son livre (dont fait partie l'article de Bøås), Mats Utas décrit ces grands hommes et leurs réseaux⁴³. Selon l'anthropologue Marshall Sahlins, « la principale caractéristique de l'autorité des grands hommes est universelle : le pouvoir personnel⁴⁴ ». Le grand homme est capable de convertir des adeptes de par sa capacité à aider les gens en privé⁴⁵. La construction du pouvoir « repose sur l'accumulation de richesse et la redistribution de cette dernière avec une générosité 'ingénieuse'⁴⁶ ». Lorsque nous étudions des régions comme le nord du Mali, où les grands hommes sont au pouvoir, on peut « voir les gens comme les éléments d'une infrastructure⁴⁷ ». En d'autres termes, certaines personnes en utilisent d'autres pour arriver à leurs propres fins. Elles manœuvrent dans la société à travers les réseaux des autres, ce qui explique le caractère essentiel de la « connectivité » dans ces régions. Les gens nouent des liens avec plusieurs grands hommes aux intérêts divergents dans le but d'avoir accès à différentes sources de richesse. Le principe des grands hommes implique la formation de réseaux sociaux volatiles qui reposent sur un principe de réciprocité. Le grand homme gagne la loyauté et le soutien de ses partisans,

et ces derniers jouissent à leur tour de ce que le grand homme a à leur offrir : perspectives économiques, protection et sécurité sociale⁴⁸.

Lorsque j'ai visité la MINUSMA en 2014, le personnel travaillant à Gao a souligné la grande difficulté de saisir la dynamique des réseaux locaux : « Dans le nord du Mali, 'amis' et 'ennemis' forment une masse inextricable et les gens peuvent changer d'identité en fonction de leurs intérêts⁴⁹ ». Cette fois encore, le concept des grands hommes nous paraît utile pour expliquer la façon dont les gens accordent leur loyauté :

Si le grand homme ne prodigue pas assez de largesses, il finira par perdre ses partisans. Le concept des grands hommes est multiple et modulable. Il ne se réfère pas à des structures patron-client héritées du passé, mais plutôt à des réseaux de relations fluides et changeants. [...] Les adeptes peuvent se détacher des grands hommes qui ne leur apporteraient pas satisfaction. Parallèlement, un adepte n'accorde pas sa loyauté à un seul grand homme, mais en fréquente généralement plusieurs, avec qui il entretient des relations de natures diverses⁵⁰.

Les grands hommes et le *bricolage*, la dynamique de fragmentation des groupes militants djihadistes

Bøås soutient que la violence dans le nord du Mali est par nature pragmatique et ponctuelle⁵¹. La violence surgit occasionnellement ; elle est perçue comme une opportunité. Des alliances pragmatiques et ponctuelles se forment autour d'actions violentes pour contrôler les points de commerce et de contrebande ou pour atteindre des objectifs politiques ou économiques. Comme on peut le voir dans d'autres régions d'Afrique de l'Ouest, les conflits peuvent se produire sans que l'idéologie et l'ethnicité n'en soient les principaux moteurs. Les jeunes combattants rejoignent les groupes armés comme un moyen de « navigation sociale⁵² ». Ils se battent pour pouvoir bénéficier d'opportunités futures et obtenir l'important statut d'« adulte » dans la société. Les jeunes hommes en Guinée-Bissau, où Henrik Vigh a fait ses recherches, vivent une lutte quotidienne pour survivre socialement. Dans les villes, la misère du chômage se mue en une expérience de « mort sociale », l'« absence de toute possibilité d'avoir une vie digne⁵³ ». Dans les régions septentrionales du Mali, où le chômage, les sécheresses et la stagnation sociale sont endémiques, les groupes armés djihadistes peuvent facilement recruter des jeunes hommes insatisfaits, à la recherche de statut, d'argent et de pouvoir. On y observe également une tendance générale à la militarisation des jeunes en raison de la culture de la drogue et de la présence généralisée d'armes légères⁵⁴.

Dans une analyse du mouvement touareg au Niger, le *Mouvement des Nigériens pour la Justice (MNJ)*, un mouvement rebelle touareg, se caractérise par des alliances circonstancielles, des loyautés mouvantes et une rébellion « à la carte librement contrôlée par les chefs⁵⁵ ». La même dynamique est observée au Mali, et ces alliances pragmatiques et ponctuelles ont plusieurs conséquences sur le processus de paix. Le paysage des groupes militants change constamment ; de nouveaux groupes se forment et d'autres se dissolvent.

« Les groupes armés au Mali ne sont pas des groupes statiques avec des hiérarchies stables, mais des groupes plus volatiles qui se fragmentent et s'adaptent constamment à la situation stratégique⁵⁶ ». Des membres de groupes « non conformes », comme Ansar Dine et MUJAO, ont quitté ces groupes pour rejoindre des groupes « conformes » comme HCUA (Haut Conseil pour l'Unité de l'Azawad, membre de la Coalition) et MAA-Sidi Mohamed (membre de l'alliance « Plateforme⁵⁷ »). Autre exemple de changement identitaire ou d'alliance : l'ancien chef de la police islamique du MUJAO à Gao, Yoro Ould Daha (qui a été chef de la police pendant l'occupation de Gao en 2012), et qui est aujourd'hui, Daha est le commandant de l'alliance « Plateforme⁵⁸ ». Au cours de mon étude sur le terrain au Mali en 2015, j'ai assisté à de nombreuses discussions intéressantes entre les membres du personnel de la MINUSMA sur la façon de comprendre la formation des groupes armés djihadistes et leur fragmentation fréquente. Dans cet article, j'analyse les groupes armés djihadistes et leurs groupes dissidents sous l'angle du principe des grands hommes⁵⁹. Comment expliquer alors ces changements constants entre les groupes et la formation de nouveaux groupes armés ? Guichaoua suggère d'utiliser le concept de « bricolage » pour illustrer la fragilité tactique des rebelles touaregs⁶⁰. « Bricolage » fait ainsi référence aux menus travaux manuels que l'on fait soi-même. Si les groupes armés sont « bricolés » au sens où l'entend cette définition, cela pourrait expliquer la haute fréquence de fragmentation de ces groupes : les leaders ne se préoccupent que de leur projet personnel, qu'ils façonnent à leur manière. La fragmentation observée peut être considérée comme liée à la motivation économique de devenir un « grand homme » de l'industrie de la contrebande afin d'investir dans les villages et d'asseoir localement sa réputation. La dynamique de fragmentation des groupes armés peut être vue comme un phénomène par lequel les combattants sont incités à se disloquer pour poursuivre leur désir de gagner « leur » argent et de devenir les artisans de leur propre réussite, c'est-à-dire des « bricoleurs » à part entière.

Dans ses discussions sur la façon de contrer les insurgés, David Kilcullen explique que les insurgés modernes « ont souvent recours à des structures cellulaires diffuses et à un système de résistance dépourvu de leader⁶¹ ». Les insurgés se caractérisent par ailleurs souvent par un niveau de vie plus élevé que la moyenne de la population⁶². C'est également le cas au Mali, si bien qu'il serait potentiellement inefficace de vouloir isoler les groupes militants djihadistes, dans la mesure où ces derniers investissent souvent dans le commerce local et apportent leur soutien financier aux services alimentaires et de santé. Ces dernières années, les groupes djihadistes ont joué le rôle de garants de la sécurité sociale et ont joué un rôle important pour la population du Nord en lui apportant une aide médicale et alimentaire, des services scolaires, de l'argent et du carburant⁶³. Les groupes djihadistes assurent ainsi la sécurité sociale dans les zones mêmes où le gouvernement malien a échoué pendant des décennies. Malgré leur capacité d'agir en tant qu'organisations, « les insurgés modernes fonctionnent davantage comme un essaim de cellules indépendantes, mais coopérants, auto-synchronisés⁶⁴ ». Les objectifs stratégiques généraux et l'idéologie sont moins importants pour les groupes djihadistes. Les groupes militants djihadistes au Mali opèrent ainsi comme des cadres aux contours imprécis et

recouvrant toute une série d'activités de « bricolage ». Si la violence dans le nord du Mali s'assimile à une campagne « à la carte » axée sur la contrebande et les combats, elle change notre perception des principes de loyauté et de dynamique des réseaux. Considérant les groupes armés au Mali comme des groupements volatiles, ponctuels et pragmatiques de par leur nature⁶⁵, comment la fragmentation des groupes influe-t-elle sur le processus de paix à long terme ? Une réponse possible, comme nous l'avons vu plus haut, pourrait être que les gens se servent les uns des autres comme d'une infrastructure et se positionnent sur différents réseaux autour de grands hommes⁶⁶. La dynamique de cette approche est le premier facteur qui influence la fragmentation des groupes. Dans le nord du Mali, on dénombre de nombreux groupements volatiles et constamment fragmentés⁶⁷. Des groupes se dissolvent et de nouveaux groupes se forment autour d'un « grand homme en herbe ». La MINUSMA doit tenir compte de ces dynamiques lorsqu'elle négocie avec les acteurs du processus de paix. De nouveaux groupes se formeront et leurs membres déplaceront leur loyauté vers d'autres leaders pour se positionner en fonction des luttes de pouvoir en cours et en tirer ainsi le meilleur avantage.

Comprendre le principe des grands hommes est donc crucial pour comprendre la complexité des dynamiques sociales, économiques et politiques au Nord Mali. Ce concept nous permet également de comprendre comment les gens opèrent dans différents réseaux et s'utilisent les uns les autres sous la forme d'une infrastructure⁶⁸. Le concept des grands hommes explique également comment les djihadistes d'Algérie, les responsables de la sécurité maliens et d'autres personnes ayant des ressources peuvent établir une relation du même type avec les citoyens locaux dans le nord du Mali. L'organisation qui a précédé l'AQMI, le GSPC⁶⁹, opérant dans le nord du Mali dans une volonté de rallier les cœurs et les esprits à sa cause, est un bon exemple de la façon dont les alliances locales sont formées. Le GSPC a distribué des antibiotiques, acheté des chèvres et épousé des femmes de différents clans ; ces alliances ont duré aussi longtemps que l'argent a été versé aux locaux⁷⁰. Nous abordons dans la section suivante le cas d'Iyad Ag Ghaly, grand homme notoire au Mali. Nous analysons son influence et sa capacité à mobiliser les réseaux, conformément aux principes énoncés ci-avant.

Le rôle de l'AQMI

Les communautés touareg n'avaient jamais eu de contacts auparavant avec des groupes comme l'AQMI. Aujourd'hui, plusieurs chefs de communauté affirment que « la baisse des débouchés économiques pousse certains membres dans les bras de l'AQMI⁷¹ ». Ces dernières années, l'AQMI et les groupes djihadistes affiliés ont exacerbé la situation économique précaire au Sahel par des attentats terroristes de faible envergure et des activités criminelles⁷². Guitta soutient que l'AQMI utilise délibérément cette stratégie pour détruire l'industrie touristique et saboter les investissements étrangers dans la région⁷³. Comme l'affirme Anderson, l'étiquette de terroriste est une opposition catégorique simplifiée du bien et du mal⁷⁴. Les terroristes sont censés être guidés par le fanatisme et opérer en dehors des normes de la guerre et de la paix⁷⁵. Cependant, les terroristes du

nord du Mali sont motivés par des raisons économiques et politiques plutôt que par un fanatisme religieux strict. Une série d'études indiquent que l'AQMI a modifié sa stratégie, passant d'une application stricte de la charia et de châtiments réguliers à une campagne d'influence à long terme ciblant les populations locales. Cette stratégie consiste à créer des emplois dans les régions éloignées, à marier les gens de la région pour établir des relations durables et à réinvestir dans l'économie locale les rançons obtenues d'enlèvements⁷⁶. Les incitations économiques sont importantes pour le recrutement et l'AQMI a établi des partenariats commerciaux avec les élites locales afin d'agir en tant que véritable prestataire de services⁷⁷. Une étude comparative menée par Cairiona Dowd au Kenya, au Mali et au Nigéria montre que « les griefs concernant l'exclusion économique et politique sont généralement plus élevés que la moyenne dans les régions touchées par la violence islamiste » et que les perceptions de marginalisation prospèrent dans les communautés touchées par la violence islamiste⁷⁸.

Un élément important de la stratégie de l'AQMI consiste également à influencer les principaux dirigeants du nord du Mali et à gagner le soutien de la population en publiant des déclarations négatives sur le gouvernement malien et mauritanien⁷⁹. Le groupe Ansar Dine est un bon exemple de la raison pour laquelle le terme « groupe armé terroriste » pose problème. Iyad Ag Ghali, ancien soldat de l'armée de Kadhafi qui a ensuite été diplomate pour le gouvernement malien, a formé le groupe en 2011. Le groupe est considéré comme un « groupe armé terroriste » par la MINUSMA. Ag Ghali a été soumis au dialogue et à l'influence de l'idéologie djihadiste de l'AQMI et des prédicateurs pakistanais au Mali pendant des décennies avant de décider de former le groupe en 2011⁸⁰. Ag Ghali a-t-il par la suite prêté serment d'allégeance à Al-Qaïda pour des motifs idéologiques ? Ou était-ce le résultat de son échec électoral, qui ne lui a pas permis de devenir l'*amenokal* (chef de clan) des Ifoghas de Kidal ? La réponse n'est pas claire, mais toujours est-il qu'Ag Ghali reste une figure clé dans la compréhension de l'interconnexion des réseaux au Mali. Ag Ghali est un intermédiaire clé entre les réseaux islamistes/djihadistes et les réseaux rebelles luttant pour l'indépendance dans le nord du Mali. Différentes études menées sur les réseaux au Mali montrent qu'Ag Ghali est extrêmement bien connecté à d'autres acteurs dans le pays, en raison de son passé de diplomate et de négociateur pour le gouvernement⁸¹. Ag Ghali avait également essayé de devenir le leader du mouvement séculier MNLA, mais il avait été battu en raison de son impopularité auprès de ceux qui le percevaient comme l'un des principaux moteurs des accords de paix⁸². La relation étroite d'Ag Ghali avec le gouvernement malien a ainsi été l'une des raisons expliquant pourquoi il est devenu une figure discréditée parmi les Touaregs. En quête de pouvoir, mais exclu des commandements tribaux ou rebelles, il s'érigera finalement en figure religieuse⁸³. Si les conflits locaux ont de l'importance, comme le prétend le présent article, il n'est pas inutile de s'intéresser à la façon dont la violence est liée à la criminalité et aux luttes de pouvoir locales.

Si Bøås a raison de prétendre que la violence est le fait d'alliances ponctuelles formées par des personnes qui se connaissent déjà⁸⁴, il peut paraître utile d'examiner la relation entre le commerce et la violence. D'après un officier qui a travaillé pour la MI-

NUSMA en 2014, la contrebande est le principal trafic dans le nord du Mali. Ce dernier m'a confirmé que le personnel de la MINUSMA s'intéressait aux liens possibles entre les routes nationales et internationales de la contrebande et les affrontements violents entre groupes armés au Mali⁸⁵. Les données recueillies par la MINUSMA montrent que les affrontements violents ont souvent lieu dans des zones où les passeurs se disputent l'accès aux routes et aux carrefours de contrebande. Nous examinerons ainsi dans la section suivante les intérêts et motivations économiques à l'origine des conflits.

Les intérêts et les motivations économiques, sources de revenus des groupes militants

Les sources de revenus des groupes militants ne se limitent pas aux enlèvements. Selon l'ONU, ces groupes génèrent des revenus en commettant des braquages et des vols et en taxant illégalement des marchandises. Dans certaines régions, on observe des signes de coopération étroite entre les trafiquants de drogue et les réseaux djihadistes comme l'AQMI⁸⁶. On estime que le groupe le plus puissant présent au Mali, Al-Qaeda au Maghreb (AQMI), a accumulé près de 65 millions de dollars US de rançons provenant d'enlèvements, à la fois commis par le groupe lui-même ou par des groupes criminels qui lui transmettent des otages⁸⁷. Cette estimation a été calculée en 2013 et le chiffre de 2016 est probablement plus élevé. Malgré l'absence de preuves, les Maliens pensent généralement que les négociateurs, qui s'emploient à obtenir la libération des otages, prennent une partie de la rançon et la partagent avec les responsables du gouvernement malien⁸⁸. Un dirigeant local affirme que les états européens financent les groupes militants : « Ce sont les pays occidentaux qui financent le terrorisme et le djihad par le biais de rançons⁸⁹ ». Des fonctionnaires du gouvernement malien seraient impliqués dans le trafic de drogues et la facilitation d'autres activités criminelles⁹⁰. Les réseaux criminels sont reliés aux responsables gouvernementaux à travers un réseau complexe de personnes et de transactions. Selon Carolyn Nordstrom, il convient d'examiner la relation entre les structures formelles et informelles de la société⁹¹. Dans les sociétés déchirées par la guerre, nous pouvons trouver des « réseaux fantômes » très puissants qui ont une grande influence sur la répartition du pouvoir et des richesses. Il est souvent impossible de faire des distinctions claires entre le légal et l'illicite, l'étatique et le non étatique, le local et l'international⁹².

Le crime organisé est l'une des causes profondes des conflits actuels au Mali, même s'il constitue aussi l'occasion de lutter contre la pauvreté et le chômage. Le crime organisé est étroitement lié à la politique nationale et locale, car les criminels locaux essaient d'acheter de l'influence politique par le biais de dons et de colis alimentaires aux villages ; certains se présentent même aux élections locales ou nationales⁹³. L'article de Nordstrom s'avère pertinent dans l'analyse des groupes militants djihadistes dans le nord du Mali, parce que l'auteur soutient que nous devrions examiner la façon dont les principaux acteurs sont impliqués dans ce qui est normalement considéré comme des structures formelles ou informelles. Politique et criminalité sont intimement liées au Mali. Les intermédiaires de pouvoir locaux tirent parti des réseaux juridiques pour améliorer leurs

activités criminelles en raison du chevauchement des réseaux⁹⁴. Les hommes d'affaires, les responsables politiques, les officiers militaires, la police et les dirigeants locaux sont tous impliqués dans le trafic d'armes, de cocaïne, de cigarettes et d'êtres humains⁹⁵. Dans toute la région sahélienne, l'AQMI a établi des « associations collusoires directes avec le gouvernement et les responsables de la sécurité. [...] En conséquence, l'AQMI peut non seulement affronter et résister avec plus d'habileté aux services de sécurité gouvernementaux, mais aussi saper les états sahéliens de l'intérieur⁹⁶ ». La section suivante montrera pourquoi la contrebande est vitale pour les groupes armés djihadistes.

La charia, « business du désert »

La contrebande de drogues et d'armes est une activité économique croissante en Afrique de l'Ouest. La contrebande de drogues commence en mer ou par voie aérienne à partir de l'Amérique du Sud. En Afrique de l'Ouest, les médicaments sont transportés par voie terrestre dans trois zones régionales, le Mali et le sud-est de la Mauritanie étant deux des endroits clés⁹⁷. L'infiltration par les cartels internationaux de la drogue, les contrebandiers et les criminels dans certaines sections des forces de sécurité constitue une menace pour de nombreux états d'Afrique de l'Ouest. Cette infiltration a affaibli les contrôles douaniers et frontaliers⁹⁸. C'est assurément le cas au Mali, où les criminels s'infiltrèrent et opèrent par le biais des structures gouvernementales. Les activités de contrebande sont menées par des réseaux de responsables politiques et de criminels locaux en coopération avec des djihadistes militants, qui opèrent rapidement et facilement dans les zones désertiques. Les trafiquants utilisent également des écoliers comme passeurs de drogue⁹⁹.

Les criminels et les militants djihadistes sont réunis par un intérêt commun. Les criminels « ordinaires », les contrebandiers, aident les djihadistes en achetant des armes, des munitions et du matériel. En retour, les djihadistes militants facilitent le libre passage des marchandises de contrebande et de personnes à travers les zones qu'ils contrôlent. L'avantage pour l'AQMI et les autres djihadistes impliqués dans cette relation d'échange est que les passeurs aident à fournir des armes et du matériel, permettant ainsi à un groupe comme l'AQMI d'éviter de s'exposer¹⁰⁰. Selon Francesco Strazzari, l'AQMI utilisera généralement une partie des profits tirés des rançons pour investir dans le réseau des trafiquants de drogue¹⁰¹. Les groupes militants qualifiés de « terroristes » peuvent être considérés comme des fournisseurs et des investisseurs locaux en matière de sécurité. Leurs investissements substantiels dans les réseaux de contrebande aident les passeurs à développer leurs activités. Les réseaux de contrebande servent à leur tour d'éléments d'appui logistique pour les militants djihadistes comme l'AQMI et les groupes apparentés, achetant des biens et de la nourriture sur les marchés locaux pour les djihadistes, qui peuvent se cacher de la présence de la MINUSMA dans les centres-villes. La relation commerciale entre criminels et groupes militants djihadistes est une autre raison pour laquelle la distinction entre groupes « conformes » et « non conformes » dans le processus de paix peut être remise en question. Selon Boutellis, lorsque des membres et des finan-

ceurs de groupes et de réseaux djihadistes passent à des groupes « conformes », ils poursuivent leurs activités de contrebande et de trafic¹⁰². Boutellis suggère l'existence d'une compréhension tacite du soutien mutuel entre groupes armés criminels, population locale et groupes extrémistes¹⁰³. Cette compréhension peut toutefois prendre la forme de menaces adressées par les groupes extrémistes aux citoyens et aux criminels, contraints de coopérer¹⁰⁴.

Dans le nord du Mali, la mise en œuvre de la charia consiste essentiellement à créer un espace pour l'industrie de contrebande. En 2012-2013,

les mouvements arabes ont prêché l'idéologie du djihad sans frontières, affirmant que les droits de douane et les tarifs douaniers étaient illicites. À Tombouctou, des mouvements djihadistes locaux (c'est-à-dire l'AQMI et ses alliés) auraient tenté de rallier les cœurs et les esprits des résidents locaux à leur cause en lançant une campagne de séduction massive à l'adresse des commerçants, des trafiquants et des passeurs, en déclarant explicitement que les droits de douane, les péages et les frontières ne seraient plus appliqués¹⁰⁵.

Les données de Strazzari tirées des entrevues sur le terrain en 2013 appuient l'argument présenté ici selon lequel le djihad est étroitement lié aux activités de contrebande et de trafic d'êtres humains. Dans les régions désertiques du nord du Mali, la charia n'est pas avant tout une idéologie, elle recouvre une certaine forme du « business du désert ». L'ancien leader de l'AQMI, Mokhtar Belmokhtar, qui a fondé son réseau et sa fortune personnelle sur la contrebande de cigarettes, en est un exemple¹⁰⁶. Le pragmatisme des groupes militants djihadistes est étroitement lié à leurs intérêts économiques¹⁰⁷. Par conséquent, dans les régions septentrionales du Mali, il semble difficile de faire la distinction entre le crime, la politique et le djihadisme. Les réseaux militants sont au contraire impliqués dans un continuum d'activités diverses mélangeant criminalité, politique et djihadisme.

Kidal, espace contesté

Selon Bøås, le conflit dans le nord du Mali est interne à Kidal¹⁰⁸. D'autres sources appuient ce point de vue, selon lequel Kidal a joué un rôle important en tant que base pour les trafiquants, un élément crucial dans la rébellion touareg de 2006-2007. Le contrôle des routes de la drogue a été crucial dans les combats¹⁰⁹. La concurrence accrue entre les groupes armés sur les ressources et la protection des routes de la drogue ont alimenté le conflit en 2012¹¹⁰. Cairiona Dowd, autre voix importante pour comprendre la violence politique en Afrique, soutient que « la violence islamiste émerge dans des contextes infranationaux façonnés par les pratiques de gouvernance fondées sur la marginalisation politique et économique¹¹¹ ». Les événements survenus dans le nord du Mali en mai 2014 appuient l'argument de Dowd. Le 17 mai, le premier ministre malien, Moussa Mara, s'est rendu à Kidal et a été attaqué par des groupes armés. Six fonctionnaires sont morts dans l'incident¹¹². Le gouvernement malien a considéré cette attaque comme une « déclaration de guerre » et a réagi quatre jours plus tard en lançant une at-

taque contre Kidal. Résultat : 30 victimes parmi les forces gouvernementales maliennes. Ces dernières ont cherché refuge dans les camps de MINUSMA à Kidal et dans d'autres villes du nord¹¹³. Cette situation a radicalement modifié le rapport de force. À la fin du mois de mai 2015, des mouvements armés, dont le MNLA et le HCUA, ont pris le contrôle et ont commencé à mettre en place une administration parallèle, avec notamment des comités locaux de sécurité¹¹⁴. L'attaque des forces de sécurité maliennes a ouvert la voie à une désintégration de la structure gouvernementale dans le nord. Elle a également laissé la MINUSMA face à un dilemme : comment travailler avec des groupes militants devenus de facto détenteurs du pouvoir à Kidal¹¹⁵. En février 2016, des groupes militants djihadistes ont attaqué le camp de la MINUSMA à Kidal, tuant cinq soldats de la paix et blessant 30 membres du personnel. Depuis lors, des efforts ont été entrepris par la MINUSMA pour organiser des réunions à Kidal, le « Forum de Kidal », entre les acteurs locaux et le gouvernement malien. Cependant, le gouvernement malien semble réticent à la tenue de ces réunions et trouve inacceptable de se rendre à Kidal alors que le gouvernement n'est pas l'hôte de la réunion. « Nous refusons d'être invités à un événement sur notre propre sol », a déclaré le ministre malien des Affaires étrangères Abdoulaye Diop, commentant la tenue du « Forum de Kidal » et l'état du processus de paix au Mali¹¹⁶.

Comme on l'a vu plus haut, des années de marginalisation et d'ignorance ont alimenté le conflit entre les réseaux djihadistes militants et l'état malien. On observe des griefs concernant l'exclusion économique et politique dans des régions où les perceptions de marginalisation sont très fortes au sein des populations locales, « ce qui représente à la fois une motivation et une opportunité pour l'opposition collective¹¹⁷ ». Dans des régions comme Kidal, les militants peuvent utiliser l'expérience antérieure de la violence comme moyen d'expression politique et facilement recruter des membres pour imposer dans la violence un nouveau projet dans un nouveau cadre stratégique¹¹⁸. Les données de Dowd provenant de régions aux taux de violence élevés, au Kenya, au Mali et au Nigéria, montrent que la violence islamiste se produit souvent dans des régions où les populations se sentent marginalisées et incapables de tirer parti des possibilités politiques et économiques nationales. Dans ces régions, les développements historiques ont prouvé aux acteurs locaux que la violence peut produire des résultats positifs. « Le langage même et le ciblage de la violence islamiste ne peuvent être dissociés de la politique intérieure et de la violence historique au sein de l'état¹¹⁹ ». Non seulement nous pouvons trouver de puissants réseaux djihadistes dans le nord du Mali, mais nous trouvons aussi de puissants réseaux criminels opérant dans tous les coins du Mali et du Sahel. Tinti écrit :

La communauté internationale devra reconnaître à quel point le trafic illicite et le crime organisé influent sur les questions plus générales de sécurité et de gouvernance. Avec ce changement devrait venir la prise de conscience que beaucoup de personnes que la communauté internationale considère comme des partenaires dans la quête de reconstruction du Mali, responsables politiques, chefs traditionnels, militaires, sont eux-mêmes impliqués ou complices du trafic illicite et du crime organisé¹²⁰.

Les perspectives pour le processus de paix au Mali

Si Kilcullen et Guichaoua ont raison dans leurs descriptions de la dynamique de l'insurrection touareg, le processus de paix au Mali se déroulera plus harmonieusement si l'on y intègre également les points analytiques¹²¹. Aujourd'hui, les négociations sur le processus de paix excluent certains groupes qualifiés de terroristes. En réalité, ces groupes militants djihadistes sont des réseaux et des individus qui opèrent par l'entremise même des structures sociales et familiales existant à Kidal, Gao et Tombouctou. Remplacer l'étiquette de terroriste par celle de « bricoleur » ne semble pas inopportun dans le sens où ces groupes militants ponctuels opèrent à travers la structure clanique, la politique locale et les réseaux commerciaux. Les groupes militants djihadistes sont financés par les enlèvements et la contrebande, et sont considérés à la fois comme des investisseurs et des fournisseurs de services de sécurité par la population locale, qui dépend donc des revenus de l'économie criminelle. Par conséquent, la MINUSMA et le gouvernement malien doivent considérer les groupes militants comme des acteurs importants. Étant donné la flexibilité pragmatique de leurs membres, les négociations de paix à long terme doivent inclure la majeure partie des partisans et des membres des groupes militants djihadistes de la région. Le caractère ad hoc des groupes militants dans le nord du Mali représente également une aide possible pour les efforts de stabilisation de la MINUSMA. Les loyautés volatiles permettent aux combattants de quitter facilement un groupe armé s'ils voient de meilleures options dans un groupe voisin ou simplement d'autres opportunités. Ce phénomène favorise l'adoption d'une stratégie qui permettrait à la MINUSMA de profiter réellement de la mobilisation « à la carte » des combattants lorsqu'elle tente de démobiliser et de désarmer les combattants et de créer un environnement stable pour la population du Mali.

Notes

1. Décision de la Direction générale de l'aide humanitaire et de la protection civile de la Commission européenne (ECHO), 11^e Fonds européen de développement (FED), Numéro de référence de la décision ECHO/-WF/EDF/2015/02000, « Décision de la Commission portant sur le financement par le 11^e FED d'actions humanitaires au Mali et dans les pays voisins du Burkina Faso et de la Mauritanie », 2015.

2. Nations Unies, page d'accueil de la mission MINUSMA : Faits et chiffres, 2013, www.un.org/en/peacekeeping/missions/minusma/facts.

3. BØÅS, Morten, « Castles in the sand: Informal networks and power brokers in the northern Mali periphery », in *African Conflicts and Informal Power: Big Men and Networks*, éd. UTAS, Mats, New York : Zed Books, 2012 ; CHAUZAL, Grégory et VAN DAMME, Thibault, *The Roots of Mali's Conflict. Moving Beyond the 2012 Crisis*, CRU Report, Oslo : Clingendael, 2015 ; DOWD, Caitriona, « Grievances, governance and Islamist violence in sub-Saharan Africa », *Journal of Modern African Studies* 53, no 4, 2015, pp. 505-531, DOI : <https://doi.org/10.1017/S0022278X15000737> ; LACHER, Wolfram, *Organized Crime and Conflict in the Sahel-Sahara Region*, document du réseau Carnegie Endowment for International Peace, 13 septembre 2012, <http://carnegieendowment.org/2012/09/13/organized-crime-and-conflict-in-sahel-sahara-region-pub-49360> ; STRAZZARI, Francesco, *Azawad and the rights of passage: the role of illicit trade in the logic of armed group formation in northern Mali*, NOREF Report, Oslo : Clingendael, 2015 ; TINTI, Peter, *Illicit Trafficking and Instability in Mali: Past, Present and Future*, article de recherche de Global Initiative, Genève : The Global Initiative Against Transnational Organized Crime, janvier 2014, pp. 1-19.

4. Cet auteur utilise l'expression « groupes djihadistes » en lieu et place de l'expression « groupes terroristes armés » utilisée par le gouvernement malien et la plupart du personnel de la MINUSMA. La discussion sur le concept de « terroriste » sera abordée plus loin dans l'article. Il n'énumère pas non plus les différents groupes militants au Mali en raison du risque d'émergence de nouveaux groupes, et de disparition de certains groupes existants, dans six mois. C'est avant tout la dynamique sociale et économique qui déclenche la violence qui nous importera ici.

5. Cet article a grandement bénéficié des commentaires et critiques du professeur Thomas Mandrup et du professeur adjoint Thomas V. Brønd du *Royal Danish Defence College*, de Susanne Vedsted, analyste civile au sein de l'armée danoise et de Nina Nellemann Rasmussen, consultante rattachée à l'Université de Copenhague. Plusieurs officiers danois m'ont apporté leur soutien lors de ma mission sur le terrain à Bamako et à Gao. Je le remercie pour leur hospitalité et pour l'intérêt qu'ils ont porté à cette étude. J'adresse dans ce cadre des remerciements tout particuliers à Rasmus et Andreas ; nos entretiens ont été très éclairants.

6. FLYNN, Michael T., POTTINGER, Matthew F., et BATCHELOR, Paul D., *Fixing Intel: A Blueprint for Making Intelligence Relevant in Afghanistan*, Washington : Center for New American Security, janvier 2010.

7. CHRISTENSEN, Mya Mynster, HAUGEGAARD, Rikke, et LINNET, Poul Martin, *War amongst the People and the Absent Enemy: Towards a Cultural Paradigm Shift*, article de recherche, Copenhague, RDDC, octobre 2014, www.fak.dk/publikationer/Documents/War-amongst-the-people.pdf.

8. UTAS, Mats, « Introduction. Bigmanity and network governance in African conflicts », in *African Conflicts and Informal Power: Big Men and Networks*, éd. UTAS, Mats, New York : Zed Books, 2012, pp. 1-34.

9. NORDSTROM, Carolyn, « Shadows and Sovereigns », *Theory, Culture and Society* 17, no 4, 2000, pp. 35-54.

10. UTAS, Mats, « Introduction ».

11. Au moment de ma mission, le siège de l'ASIFU à Bamako se composait d'une unité de 70 personnes couvrant la collecte et l'analyse des renseignements, le commandement et le contrôle, ainsi que les capacités logistiques. Une section sources ouvertes assurait également l'analyse des journaux, des bulletins télévisés et des informations diffusées sur le Web et les réseaux sociaux. L'ASIFU contenait deux unités de renseignement, de surveillance et de reconnaissance (ISR) à Gao (couvrant Gao (secteur Est) et Kidal (secteur Nord)) et à Tombouctou. Toutes deux étaient dotées de capacités de détection et d'analyse, de renseignement d'origine humaine et de drones : KARLSRUD, John et SMITH, Adam C., « Europe's Return to Peacekeeping in Africa? Lessons from Mali », in *Providing for Peacekeeping*, New York : International Peace Institute, 2015, p. 11. En 2016, le siège de l'ONU à New York a décidé de fusionner en une seule unité les deux grandes unités de la MINUSMA travaillant sur l'analyse des renseignements, à savoir l'ASIFU et l'U2. Cette fusion s'est opérée dans le but de combiner les efforts d'analyse à long terme (assurés par l'ASIFU) à l'analyse au jour le jour (assurée par l'U2 au QG de la MINUSMA), officier haut gradé, entretien avec l'auteur au quartier général de la MINUSMA, juin 2016.

12. BOUTELLIS, Arthur, « Can the UN Stabilize Mali? Towards a UN Stabilization Doctrine? », *Stability: International Journal of Security & Development* 4, no 1, 2015, p. 11, DOI: <https://doi.org/10.5334/sta.fz.33>.

13. Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies (PAM), Mali, 2015, www1.wfp.org/countries/mali.

14. Décision de la Direction générale de l'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO), 2.

15. Nations Unies, « Accord Pour La Paix et la Réconciliation au Mali », 1 March 2015. Copie du rapport d'étude de terrain au sein de la MINUSMA.

16. SCHOLZE, Marko, « Between the Worlds: Tuaregs as Entrepreneurs in Tourism: Tuareg Moving Global », in *Tuareg Society within a Globalized World: Saharan Life in Transition*, éd. FISCHER, Anja et KOHL, Ines, Book 91, Londres : I.B. Tauris, 2010, p. 174.

17. GUICHAOUA, Yvan, « Circumstantial Alliances and Loose Loyalties in Rebellion Making: The Case of Tuareg Insurgency in Northern Niger (2007-2009) », in *Understanding Collective Political Violence*, éd. GUICHAOUA, Yvan, Londres : Palgrave Macmillan.

18. LACHER, Wolfram, *Organized Crime and Conflict in the Sabel-Sahara Region*, p. 9 ; GOÏTA, Modibo, « West Africa's Growing Terrorist Threat: Confronting AQIM's Sahelian Strategy », *Africa Center for Strategic Studies*, Africa Security Brief no 11, février 2011, p. 2

19. Décision de la Direction générale de l'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO), 2.
20. Assemblée générale du Conseil de sécurité des Nations Unies, « Les enfants et les conflits armés, rapport du Secrétaire général », 5 juin 2015, S/2015/409, para 22, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/N1510923.pdf>.
21. GOÏTA, Modibo, « West Africa's Growing Terrorist Threat », p. 3.
22. CRONE, Manni, *Militante islamistiske grupper i Mali. Ideologi, strategi og alliance*, Copenhague : Danish Institute for International Studies 2013, p. 13.
23. GUITTA, Olivier, « Al-Qaeda in the Islamic Maghreb: A Threat for the West », *Defence Against Terrorism Review* 3, no 1, 2010, p. 56.
24. *Id.*
25. Rapport du Conseil de sécurité des Nations Unies, « Afrique, Mali », 23 décembre 2014, www.securitycouncilreport.org.
26. BOUTELLIS, Arthur, « Can the UN Stabilize Mali? », p. 6.
27. GOÏTA, Modibo, « West Africa's Growing Terrorist Threat », p. 4.
28. *Id.*, p. 5.
29. GUITTA, Olivier, « Al-Qaeda in the Islamic Maghreb », p. 64.
30. *Id.*, p. 56.
31. Officier danois précédemment en place à la MINUSMA, entretien avec l'auteur, mai 2015.
32. BØÅS, « Castles in the sand », p. 124.
33. TINTI, *Illicit Trafficking and Instability in Mali*, p. 15.
34. CRONE, Manni, *Militante islamistiske grupper*, p. 13.
35. ARMSTRONG, Hannah, « Winning the War, Losing the Peace In Mali: After the Fighting, Mali's Ethnic Tensions Continue to Fester », *New Republic*, 28 février 2013, <https://newrepublic.com/article/112539/malis-ethnic-tensions-fester-after-fighting>.
36. Officier de la MINUSMA, entretien avec l'auteur, novembre 2014.
37. WALTHER, Olivier J., CHRISTOPOULOS, Dimitrios C., « Islamic Terrorism and the Malian Rebellion », *Terrorism and Political Violence* 27, no 3, 2014, pp. 497-519, DOI : <https://doi.org/10.1080/09546553.2013.809340>.
38. *Id.*, p. 503, cité dans VAN DER HULST, Renée C., « Terrorist Networks: The Threat of Connectivity », in *The SAGE Handbook of Social Network Analysis*, éd. SCOTT, John et CARRINGTON, Peter J., Londres : Sage, 2011.
39. *Id.*, p. 503.
40. Officier de la MINUSMA, entretien avec l'auteur, octobre 2015.
41. Linguiste danois, entretien par e-mail de l'auteur, août 2016.
42. BØÅS, « Castles in the sand », pp. 128-129.
43. UTAS, Mats, éd., *African Conflicts and Informal Power: Big Men and Networks*, New York : Zed Books, 2012, pp. 1-34.
44. SAHLINS, Marshall, « Poor Man, Rich Man, Big-Man, Chief: Political Types in Melanesia and Polynesia », *Comparative Studies in Society and History* 5, 1963, p. 289.
45. *Id.*
46. UTAS, « Introduction », p. 6, citant GODELIER, Maurice, *The Making of Great Men: Male Domination and Power Among the New Guinea Baruya*, Cambridge : Cambridge University Press, 1986, p. 163.
47. UTAS, « Introduction », p. 6, citant SIMONE, AbdouMaliq, « People as Infrastructure: Intersecting Fragments in Johannesburg », *Public Culture* 16, 2004, p. 407.
48. SIMONE, AbdouMaliq, *For the City Yet to Come: Changing African Life in Four Cities*, Durham, NC : Duke University Press, 2004, p. 81.
49. Officier de la MINUSMA, entretien avec l'auteur, 2014.
50. UTAS, « Introduction », p. 8
51. BØÅS, « Castles in the sand », p. 125.

52. VIGH, Henrik E., « Navigating Terrains of War. Youth and Soldiering in Guinea-Bissau », in *Methodology and History in Anthropology*, New York : Berghahn Books, 2007, p. 13.
53. HAGE, Ghassan, in *Id.*, p. 104.
54. REITANO, Tuesday et SHAW, Mark, *People's perspectives of organized crime in West Africa and the Sabel*, article 254, Pretoria, Afrique du Sud : Institute for Security Studies, avril 2014, p. 6.
55. GUICHAOUA, « Circumstantial Alliances and Loose Loyalties in Rebellion Making », p. 15, p. 21.
56. CRONE, *Militante islamistiske grupper*. Traduction faite à partir de la traduction en anglais par l'auteur.
57. BOUTELLIS, « Can the UN Stabilize Mali? », pp. 6–7.
58. *Id.*, p. 10.
59. UTAS, « Introduction ».
60. GUICHAOUA, « Circumstantial Alliances and Loose Loyalties in Rebellion Making », p. 6.
61. KILCULLEN, David, « Counterinsurgency Redux », *Survival* 48, no 4, 2006, p. 7.
62. *Id.*
63. CHAUZAL et VAN DAMME, *The Roots of Mali's Conflict*, p. 50.
64. KILCULLEN, « Counterinsurgency Redux », p. 6.
65. BØÅS, « Castles in the sand » ; CRONE, *Militante islamistiske grupper* ; GUICHAOUA, « Circumstantial Alliances and Loose Loyalties in Rebellion Making ».
66. UTAS, « Introduction ».
67. CRONE, *Militante islamistiske grupper*.
68. UTAS, « Introduction », p. 6, citant SIMONE, AbdouMaliq.
69. Le Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat, Le GSPC, originaire d'Algérie, a fusionné avec Al-Qaeda en 2007 pour former le groupe Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI).
70. GUITTA, « Al-Qaeda in the Islamic Maghreb », p. 66.
71. GOÏTA, « West Africa's Growing Terrorist Threat », p. 3, citant PLASSE, Stephanie, « Tuareg and AQIM: The Unlikely Jihadist Bedmates », *Afrik News*, 8 novembre 2010.
72. *Id.*
73. GUITTA, « Al-Qaeda in the Islamic Maghreb », p. 59.
74. ANDERSON, Ben, « Facing the Future Enemy: US Counterinsurgency Doctrine and the Pre-insurgent », *Theory, Culture & Society* 28, no 7–8, 2011, p. 221, DOI: <https://doi.org/10.1177/0263276411423039>.
75. *Id.*
76. GOÏTA, « West Africa's Growing Terrorist Threat », p. 3.
77. CLINE, Lawrence E., « Nomads, Islamists, and Soldiers: The Struggles for Northern Mali », *Studies in Conflict & Terrorism* 36, no 8, 1^{er} août 2013, pp. 617–34, <https://doi.org/10.1080/1057610X.2013.802972>.
78. DOWD, « Grievances, governance and Islamist violence in sub-Saharan Africa », pp. 519–520.
79. GOÏTA, « West Africa's Growing Terrorist Threat », p. 5.
80. CHAUZAL et VAN DAMME, *The Roots of Mali's Conflict*.
81. WALTHER et CHRISTOPOULOS, « Islamic Terrorism and the Malian Rebellion », pp. 506–508.
82. CRONE, *Militante islamistiske grupper*, p. 10.
83. CAVENDISH, Julius, « The Fearsome Tuareg Uprising in Mali: Less Monolithic than Meets the Eye », *TIME*, 30 mars 2012.
84. BØÅS, « Castles in the sand ».
85. Officier de la MINUSMA, entretien privé avec l'auteur, 2014.
86. Rapport du Conseil de sécurité des Nations Unies, « Mission d'évaluation de l'impact de la crise libyenne sur la région du Sahel », 2012, p. 11.
87. ANING, Kwesi et POKOO, John, *Drug Trafficking and Threats to National and Regional Security in West Africa*, document de travail de la Commission Ouest-Africaine sur les Drogues (WACD) 1, Accra : Commission Ouest-Africaine sur les Drogues, 2013, 8, http://works.bepress.com/kwesi_aning/2/.
88. LACHER, *Organized Crime and Conflict in the Sabel-Sahara Region*, p. 913; GOÏTA, « West Africa's Growing Terrorist Threat », p. 4.

89. LEWIS, David et DIARRA, Adama, « Special Report: In the land of 'gangster-jihadists' », *Reuters*, 25 octobre 2012, www.reuters.com/article/us-mali-crisis-crime/special-report-in-the-land-of-gangster-jihadists-idUSBRE89O07Y20121025.
90. LACHER, *Organized Crime and Conflict in the Sabel-Sahara Region* ; ANING et OKOO, *Drug Trafficking and Threats to National and Regional Security in West Africa*.
91. NORDSTROM, « Shadows and Sovereigns ».
92. *Id.*, p. 42.
93. LACHER, *Organized Crime and Conflict in the Sabel-Sahara Region*, pp. 12–15.
94. NORDSTROM, « Shadows and Sovereigns », p. 40.
95. ANING et POKOO, *Drug Trafficking and Threats to National and Regional Security in West Africa*, p. 5.
96. GOÏTA, « West Africa's Growing Terrorist Threat », p. 2.
97. Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, *Criminalité organisée transnationale en Afrique de l'Ouest : évaluation des menaces*, 2013, p. 11.
98. ANING et POKOO, *Drug Trafficking and Threats to National and Regional Security in West Africa*, p. 5.
99. Réunion de la MINUSMA, Gao, 2014.
100. STRAZZARI, *Azawad and the rights of passage*, pp. 3-4.
101. *Id.*
102. BOUTELLIS, « Can the UN Stabilize Mali? », p. 7.
103. *Id.*
104. *Id.*
105. STRAZZARI, *Azawad and the rights of passage*, p. 7.
106. LACHER, *Organized Crime and Conflict in the Sabel-Sahara Region*, p. 5.
107. CRONE, *Militante islamistiske grupper* ; STRAZZARI, *Azawad and the rights of passage*.
108. BØÅS, « Castles in the sand », p. 131.
109. STRAZZARI, *Azawad and the rights of passage*, p. 4, citant MUSILLI, Pietro et SMITH, Patrick, *The lawless roads: an overview of turbulence across the Sahel*, Rapport de la fondation NOREF, Oslo : Clingendael, 2013.
110. *Id.*
111. DOWD, « Grievances, governance and Islamist violence in sub-Saharan Africa », p. 506.
112. BOUTELLIS, « Can the UN Stabilize Mali? », p. 5.
113. *Id.*, p. 6.
114. *Id.*
115. *Id.*
116. Ministère danois des Affaires étrangères, « Seminar on Mali », Copenhague, Danemark, 31 mars 2016.
117. DOWD, « Grievances, governance and Islamist violence in sub-Saharan Africa », p. 519.
118. *Id.*, p. 520.
119. *Id.*, p. 521.
120. TINTI, *Illicit Trafficking and Instability in Mali*, p. 19.
121. KILCULLEN, « Counterinsurgency Redux »; et GUICHAOUA, « Circumstantial Alliances and Loose Loyalties in Rebellion Making ».